Les ducs de Bretagne, vicomtes de Limoges

Transferts, installations et adaptations d'une famille bretonne
(1275-1316)

*The dukes of Brittany, viscounts of Limoges. The transfer, settlement and
adaptation of a Breton family (1275-1316)*

Cédric Jeanneau

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/abpo/4477>

DOI : 10.4000/abpo.4477

ISBN : 978-2-7535-7878-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 11 juillet 2019

Pagination : 9-34

ISBN : 978-2-7535-7845-6

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Cédric Jeanneau, « Les ducs de Bretagne, vicomtes de Limoges », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 126-2 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/4477> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.4477>

Les ducs de Bretagne, vicomtes de Limoges

Transferts, installations et adaptations d'une famille bretonne (1275-1316)

Cédric JEANNEAU

Maître de conférences en histoire médiévale,
université de Bretagne occidentale,
CRBC (Centre de recherches bretonnes et celtiques)

Bretagne et Limousin, ces deux régions bien différentes par leur géographie, leur histoire ou leur morphologie, ont vu leurs destins réunis pendant deux cents ans par une famille princière, celle des ducs de Bretagne qui, par mariage, sont devenus vicomtes de Limoges. Cette situation n'a rien d'exceptionnel car, souvent, à la suite d'alliances matrimoniales ou d'héritages, les familles aristocratiques ont pu devenir les maîtres d'une seigneurie éloignée du cœur de leur patrimoine. Mais l'installation de la famille ducal dans les terres du Limousin se distingue toutefois par sa durée, de 1275, date du mariage d'Arthur de Bretagne avec Marie, la fille de la vicomtesse de Limoges, Marguerite de Bourgogne¹, jusqu'en 1468, date à laquelle Françoise de Blois épousa Alain d'Albret². La mainmise bretonne a été marquée par la présence effective du duc et de sa suite à Limoges et affirmée de manière officielle par la création d'un sceau, la frappe de monnaie et la rédaction d'actes officiels.

Cet épisode reste toutefois très mal connu des historiens de la Bretagne et peu de synthèses ont éclairé la question³, une lacune qui peut s'expliquer par la faiblesse des documents diplomatiques émis par la famille bre-

1. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes des vicomtes de Limoges (X^e-XIV^e siècle)*, Genève, Droz, 2009, n° 172 p. 319, juillet 1275.

2. CLÉMENT-SIMON, Gustave, « Le testament de Françoise de Bretagne », *Bulletin de la Société historique et archéologique de la Corrèze*, t. 13, 1891, p. 420-426.

3. ROUSSEL, Claude Youenn, *La mainmise des Bretons sur le Limousin-Périgord, 1254-1522. Noblesse et troupes bretonnes, Limousin, Occitanie, Espagne, Italie, Grèce*, Paris, Guénégaud, 2002.

tonne, surtout par les premiers vicomtes, Arthur, Jean et Guy (1175-1316)⁴ dont les actions ne sont connues, pour l'essentiel, que par des insertions incluses dans des chroniques tenues par les moines des grands *scriptoria* comme celui de Saint-Martial, plutôt hostiles aux seigneurs bretons⁵.

Cette présence évanescence amène de nombreuses interrogations sur la nature du pouvoir qu'ils ont pu exercer, sur la manière dont ils ont envisagé la gestion de cet espace si différent de la Bretagne et traversé de surcroît par de longs conflits opposant les autorités (évêques, abbés, vicomtes...) aux habitants de la ville. Se sont-ils présentés comme les continuateurs de la famille vicomtale précédente, s'inscrivant dans les mêmes lieux de pouvoir, continuant les mêmes alliances et cherchant leur légitimité dans la poursuite de leurs relations avec les communautés religieuses locales, ou ont-ils essayé de transposer les pratiques développées à la cour de Bretagne? Choix réfléchi ou seulement dicté par les circonstances? De fait, la famille ducale a dû s'imposer dans un contexte politique particulièrement agité en associant concessions et réactions, traditions et innovations, pratiques locales et traditions bretonnes, une stratégie élaborée à travers les négociations menées avec les principaux acteurs politiques de la ville de Limoges, en recrutant un entourage dévoué issu des deux principautés et en établissant des liens avec les principales abbayes de la région pour limiter l'influence de Saint-Martial et trouver d'autres appuis pour se débarrasser de l'hommage humiliant qu'ils devaient rendre aux principaux abbés.

Une insertion difficile au sein d'une structure politique complexe

Le mariage d'Arthur de Bretagne avec Marie, la fille de Marguerite, vicomtesse de Limoges, place le couple au cœur des tensions qui opposent depuis plusieurs décennies, au sein de la ville, l'abbé de Saint-Martial, l'évêque, les consuls et les bourgeois à cette dernière, une situation beaucoup plus conflictuelle qu'en Bretagne où n'existaient pas des pouvoirs concurrents aussi puissants. Le nouveau vicomte doit, d'abord, récupérer les possessions et les droits fixés par l'accord de 1276, puis s'imposer dans une ville déchirée par les conflits et se construire une légitimité à travers la mise en place d'un lieu de pouvoir, le choix d'emblèmes et la célébration d'une mémoire familiale.

L'héritage de Marguerite de Bourgogne

Le mariage de Marie a été le fruit d'une longue négociation durant laquelle plusieurs possibilités avaient été évoquées. Le rapprochement avec la maison de Bretagne n'apparut envisageable qu'après l'échec du projet visant à

4. Pour la période 1275-1317 correspondant à Arthur II, Jean III et Guy de Penthièvre, l'édition de V. Roblin ne compte que dix-neuf actes (ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*).

5. *Chroniques de Saint-Martial de Limoges*, éd. Henri DUPLÈS-AGIER, Paris, Renouard, 1874.

l'unir au fils du roi de France Louis IX, échec dû, semble-t-il, à une situation locale trop confuse. Il impliquait aussi, comme toutes les noces, la constitution d'un douaire fort élevé de 4000 livres, auquel s'ajoutait un prêt du duc Jean I^{er} de 15000 livres destiné à épouser une partie des dettes contractées lors des troubles⁶. De son côté, elle s'engageait à apporter la vicomté, sauf les terres de Saint-Pardoux et celles rachetées à Raymond de Saint-Martin, disposition à laquelle s'ajoutaient deux clauses : l'engagement de défendre la vicomté et de ne pas la soumettre au roi d'Angleterre, la garantie des cessions qu'elle avait faites à son fidèle, Géraud de Maumont.

La répartition des pouvoirs dans la capitale était très complexe. Quatre autorités se partageaient la cité : l'évêque, l'abbé de Saint-Martial, les bourgeois réunis en consulat et le vicomte et, au-dessus de ces acteurs locaux, il y avait les Plantagenêts et le roi de France⁷. Par le traité de Paris de 1259, le diocèse de Limoges relevait des Plantagenêts, mais le roi y conservait des privilèges et pouvait intervenir pour soutenir l'évêque contre les consuls favorables aux Anglais⁸. En 1263, Guy VI entreprit le siège du château qui fut pris par sa veuve Marguerite de Bourgogne aidée par un proche de Philippe III, Giraud de Maumont, contre les bourgeois. Un arbitrage conduit par ce dernier aboutit aux arrangements de 1276 très favorables à la vicomtesse qui put ainsi reprendre pied dans la ville et organiser ses forces⁹.

La seigneurie la plus ancienne et la plus puissante était probablement celle qui était établie autour de l'abbaye Saint-Martial, contrôlée par l'abbé qui y frappait monnaie¹⁰. Les bourgeois étaient constitués en commune et bénéficiaient de nombreux privilèges, assurant l'entretien des remparts et détenant de nombreuses libertés dont l'affranchissement de toutes servitudes et la capacité de s'administrer, ce dont témoigne

6. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 172, p. 319, 21 juillet 1275.

7. Sur la situation politique de la cité de Limoges à l'arrivée d'Arthur, voir : GUIBERT, Louis, « Tableau historique et topographique de Limoges », *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, t. 59, 1909, p. 205-336; *Le Limousin entre France et Angleterre (XII^e-XV^e siècles)*. Catalogue de l'exposition présentée par les Archives départementales de la Haute-Vienne, Limoges, Arch. dép. de la Haute-Vienne, 18 octobre-15 décembre 1999, Limoges, 1999; LIMOUZIN-LAMOTHE, Roger, *Le diocèse de Limoges des origines à la fin du Moyen Âge*, 2 vol., Strasbourg-Paris, F.-X. Le Roux, 1951-1953, t. I; PÉROUAS, Louis (dir.), *Histoire de Limoges*, Toulouse, 1989.

8. STUDD, Robin, « The "privilegiati" and the Treaty of Paris, 1259 », in *La France anglaise au Moyen Âge*; actes du 111^e Congrès national des Sociétés savantes, Poitiers, 1986, Paris, Éd. du CTHS, 1988, p. 175-189.

9. *Ordonnances des rois de France de la 3^e race*, éd. Denis François SECOUSSE, Paris, 7 vol., 1729-1750, t. III, 1732, p. 58; évoqué aussi dans *Chronique de Saint-Martial...*, *op. cit.*, p. 167. Voir aussi la traduction française de R. Bonaventure dans ROUSSEL, Claude Youenn, *La mainmise des Bretons...*, *op. cit.*, p. 31.

10. TIXIER, J., « Production et circulation du monnayage de Saint-Martial : l'éclairage des trouvailles monétaires », dans ANDRAULT-SCHMITT, Claude (dir.), *Saint-Martial de Limoges. Ambition politique et production culturelle*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2007, p. 87.

le sceau qu'ils avaient fait graver¹¹. L'évêque et le chapitre contrôlaient de leur côté, à l'intérieur de l'enceinte, la cité située autour de la cathédrale, dans laquelle vivaient les bourgeois qui avaient été les principaux opposants à la vicomtesse, mais dont les privilèges avaient fondu considérablement en 1276¹². Devant cette situation complexe, Arthur et son épouse ont cherché à renforcer leur pouvoir autour de trois axes : affaiblir le puissant abbé de Saint-Martial, se concilier dans une certaine mesure les bourgeois et accroître leurs revenus en contrôlant les droits en forte croissance liés au commerce pour, entre autres, rembourser les dettes considérables de la vicomté.

Une insertion difficile dans la ville de Limoges

Les premières années de la présence d'Arthur et de son épouse en Limousin, sont très mal connues en raison de la rareté de la production diplomatique qui ne débute guère, semble-t-il, avant les années 1290. Cette situation apparaît quelque peu surprenante car les écrits officiels, à cette époque, ne sont généralement pas rares et le fonds n'a pas connu de destructions majeures¹³. Leur absence pourrait plutôt être liée à une capacité ou une volonté d'intervention très limitée du nouveau vicomte dans les affaires d'une ville encore très agitée. Un témoignage de cette difficulté pourrait être trouvé dans une insertion d'un scribe qui a copié un des premiers actes d'Arthur de décembre 1279 destiné à Guillaume de Magnac : il note que le nouveau vicomte ne disposait pas encore de son propre sceau et qu'il avait été obligé d'utiliser celui de son sénéchal, le breton, Odon de Karderian¹⁴, une lacune comblée par la suite, avec la gravure d'un sceau associant les armes de Bretagne aux trois bras des vicomtes de Limoges¹⁵.

À travers ces quelques actes, il est difficile de dégager les grands axes de la politique du duc de Bretagne et de la vicomtesse de Limoges et de distinguer la simple opportunité de la stratégie mûrement réfléchie. L'élément central est dominé par la lutte contre l'abbé de Saint-Martial et les autres prélats auxquels ils devaient rendre hommage pour de nombreux fiefs, un geste considéré comme humiliant, même s'il restait pour une grande

11. GRENIER, Paul Louis, « La cité de Limoges, son évêque, son chapitre, son consulat, (XII^e-XVIII^e siècle) », *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, t. 57, 1907, p. 80.

12. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges (X^e-XIV^e siècle). Famille et pouvoir entre Limousin et Périgord*, thèse dactyl., Paris, École pratique des hautes études, 2009, t. II, p. 301.

13. Le fonds de la famille est passé dans celui d'Albret et a été transféré à Pau où il est depuis conservé aux Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, s E. 1 à 890. Le fonds a fait l'objet d'un recensement par ROUSSEL, Claude Youenn, *La mainmise des Bretons...*, *op. cit.*, p. 197-211. Une partie de ces actes a été éditée par ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, *op. cit.* et *id.*, *Recueil des actes...*, *op. cit.*

14. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 173, p. 320, 2 décembre 1279.

15. *Ibid.*, p. 359-360.

part symbolique, et qui répugnait aux vicomtes bretons, peu habitués à ce genre de pratiques dans leur province natale, Arthur plus que tout autre. Les conflits qu'ils ont provoqués n'ont toutefois pas donné de grands résultats et n'ont pas non plus renforcé leur position. Le refus de prêter serment à l'abbé de Saint-Martial amena la confiscation de leurs droits, en 1284. L'intervention du roi Philippe III permit au duc de Bretagne de récupérer ses fiefs, et ce dernier en profita pour conserver les hommages et renforcer sa position dans la cité¹⁶. Dans un deuxième temps, avec son épouse, il essaya d'imposer à Saint-Martial, selon une coutume pré-grégorienne, après le décès de Jacques de Calavière le 6 décembre 1277, un abbé de son choix. Cependant, selon le *Chronicon B. Iterii*¹⁷, leur candidat, Itier de Bari, n'arriva pas à obtenir l'assentiment des moines et le choix se porta sur Pierre de Saint-Valery, prieur de Rofiec qui, lui, bénéficiait de leurs soutiens¹⁸.

Au sein de la ville, les luttes furent fortes, notamment pour le contrôle de certains quartiers et autres faubourgs de la ville dynamisés par l'essor des échanges et du commerce. Il est difficile d'évoquer une volonté stratégique, il semble plutôt que les différents vicomtes aient cherché à utiliser toutes les possibilités de revendication, en s'appuyant sur d'anciennes pratiques pour déclencher des procédures revendicatives. Les principales portaient sur l'exercice de la justice autour du pont de Saint-Martial, principale voie d'accès à la ville qui enjambait un cours d'eau très utilisé pour le transport du bois par flottaison. L'acrimonie de leurs relations tumultueuses transparaît dans la série de notices incluses dans le cartulaire *O Domina* de l'évêché¹⁹.

Une première dispute, terminée par un arrêt du Parlement, avait opposé l'évêque aux consuls qui avait tranché en faveur du prélat, lui accordant les droits de justice au-dessus et au-dessous du pont ainsi que les moulins²⁰, mais les vicomtes avaient profité de la situation confuse pour continuer à percevoir des droits sur ces lieux. Ils y renoncèrent dans une déclaration du 2 août 1305, un acte guère sincère puisque le conflit reprit à la suite de l'arrestation, dénoncée comme illégale par les agents vicomtaux, d'une femme et de sa fille, sur ce chemin, par les hommes de

16. *Chronique de Saint-Martial*..., *op. cit.*, p. 135-136.

17. « Anno Domini M^o CC^oLXX^ov^o, obiit dompnus abbas Sancti Martialis Jacobus [...] habuimus discordiam inter nos, eu! proh dolor! nec potuimus concordare in aliquem; et fuerunt partes due, scilicet Petrus, prior de Rofiaco et Iterius, prepositus de Subterranea; tamen prior fuit confirmatus et benedictus », *Chronicon B. Iterii*, *Chroniques de Saint-Martial*..., *op. cit.*, p. 126; voir aussi p. 12-23.

18. *Chronique de Saint-Martial*..., *op. cit.*, p. 126. Il termine la chronologie des abbés (849-29 janvier 1295) copiée dans le ms Lat. 1338, f^o 237v, *ibidem*, p. 243.

19. Rédigé à partir de 1338, sous l'épiscopat de l'évêque Aymeric Chati de l'Age-au-Chapt (DELAUME, Liliane, *Histoire d'un fonds d'archives. L'évêché de Limoges du Moyen Âge à la Révolution. Étude archivistique des documents mentionnés dans le cartulaire de l'évêché de Limoges O Dominae et Tuae Hodie*, 6 vol., Paris, thèse, université de Paris I, 1980).

20. Cartulaire inventaire rédigé à partir de 1427 (DELAUME, Liliane, *Histoire d'un fonds d'archives*..., *op. cit.*, « Édition du cartulaire Tuae Hodie », n^o 363, p. 241).

l'évêque²¹. Les droits de justice étaient particulièrement lucratifs et sujets à des usurpations et ce n'est que vers 1305, qu'ils furent soigneusement délimités par le sergent royal : la juridiction du pont, la justice de Balezzy et celle située près du pont furent attribuées à l'évêque, celle du mas de la Garde au vicomte²².

La deuxième affaire d'importance qui a opposé le vicomte à l'abbé se déroule dans l'espace du château et porte sur un droit de dépouille qu'il voulait exercer sur un marchand de Narbonne²³. Le butin n'était pas très important, deux mules, mais cette saisie lui permettait d'affirmer sa prééminence dans cet espace. Cette action s'inscrit dans un cycle de violence entre le vicomte et l'abbé marqué notamment par le renvoi des sergents d'Arthur par le nouvel abbé Pierre de Saint-Valery²⁴, celui-ci se vengeant en soutenant la révolte des bourgeois qui brisent les portes de l'abbatiale et molestent les moines²⁵. Le chroniqueur est plus discret sur la suite, mais les tensions demeurent, alimentées par le refus renouvelé d'Arthur et de ses successeurs de prêter hommage à l'abbé²⁶. Le deuxième volet des disputes concerne les droits sur le commerce et les échanges, eux aussi très attractifs et en forte croissance. Les vicomtes arrivent ainsi à transférer plusieurs activités qui se déroulaient près de l'abbaye dans les quartiers qu'ils contrôlaient : le marché du cloître de Saint-Martial vers l'église Saint-Michel-aux-Lions en 1286²⁷ et la vente du poisson vers l'église Saint-Pierre-du-Quérois²⁸, sans pouvoir toutefois déplacer le plus important qui reste en place jusqu'au XVIII^e siècle²⁹. Ils disposaient depuis

21. DELAUME, Liliane, *Histoire d'un fonds d'archives...*, *op. cit.*, « Édition du cartulaire *O Domina* », n° 268, 270, p. 215-219.

22. DELAUME, Liliane, *Histoire d'un fonds d'archives...*, *op. cit.*, « Édition du cartulaire *O Domina* », n° 270, p. 219; ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 189, p. 339, 1305.

23. MARVAUD, François, *Histoire des vicomtes et de la vicomté de Limoges*, 2 vol., Paris, Dumoulin, 1873, p. 342.

24. *Chronique de Saint-Martial...*, *op. cit.*, p. 135.

25. « Arturus, vicecomes Lemovicencis et vicecomitissa uxor sua, heres Lemovicini, nomine Maria, insurrexerunt super nos cum armis et fregerunt portas viridarii nostri et combusserunt eas. Post hec, dissipaverunt aquarum conductus venientium in abbatiam nostram, ita quod aqua ultra modum indigebamus. Socios nostros usque ad sanguinis effusionem percusserunt in nostro cimiterio prepositus Lemovicensis, qui vocatur Raymundus de Crosenc... », *Chronique de Saint-Martial...*, *op. cit.*, p. 180.

26. *Chronique de Saint-Martial...*, *op. cit.*, p. 140.

27. « Anno Domini M^oCC^o octogesimo sexto, mercennaria fructuum et aliarum mercium que vendebantur in clastro Lemovicensi fuerunt mutata per gentes vicecomitis Lemovicensis ad plateam Sancti Michaelis de Leonibus circa leones lapideos », *Chroniques de Saint-Martial...*, *op. cit.*, p. 136.

28. « Die Veneris post octabas Penthecostes, anno Domini M^oCCC^o quinto, vendicio piscium, qui solebant vendi ad portam Peyssonieyra fuit mutata ad gradum de Quadrivio per gentes vicecomitis Lemovicensis », *Chronique de Saint-Martial...*, *op. cit.*, p. 141.

29. GUIBERT, Louis, « Les foires et marchés du Limousin », *L'almanach limousin*, 1887, p. 7.

1276 du droit d'étalonnage³⁰ et exerçaient la police des marchés, percevant aussi les droits pour la location des étals³¹.

Le processus d'implantation des vicomtes de Bretagne à Limoges et les stratégies déployées ne sont pas faciles à suivre et il est encore plus délicat de mettre en évidence des politiques propres à chacun des détenteurs de la vicomté, l'opportunisme ayant constitué, semble-t-il, une constante, tant pour tenter de récupérer des droits que pour obtenir les prérogatives plus importantes comme l'exercice de la justice, mais sans véritablement réussir à affaiblir durablement les deux autres autorités qui se partagent la cité : l'évêque et l'abbé de Saint-Martial. La faiblesse du vicomte s'accroît encore plus avec l'arrivée du roi qui finit par contrôler en partie l'exercice de la justice avec l'évêque, à la suite du pariage de 1307³².

Une légitimité limougeaude ?

L'installation des vicomtes bretons s'est avérée particulièrement difficile. Les nombreuses oppositions qu'ils ont rencontrées les ont-elles empêchés pour autant d'acquérir, auprès des habitants de la cité et de la vicomté, une légitimité qui les aurait inscrits dans la lignée de leurs prédécesseurs ? Celle-ci se matérialise par l'emploi d'objets symboliques, mais repose aussi sur des éléments moins aisément quantifiables comme les liens d'amitié, la reconnaissance ou la renommée. Trois faits peuvent cependant être identifiés : l'élaboration de symboles de pouvoir comme la forge d'un sceau ou la frappe de monnaies, la volonté de faire mettre par écrit une histoire en quelque sorte officielle pour célébrer l'œuvre accomplie et la capacité à prendre en charge les affaires de la cité.

Les débuts d'Arthur de Bretagne et de Marie de Limoges sont très mal connus et leur présence continue dans la cité ne semble pas avoir débuté avant les années 1290, date à laquelle sont mentionnés un lieu de résidence, un sceau³³ et des monnaies à leur effigie. Leurs successeurs hésitent entre respect des traditions et nouveautés, choix souvent dictés d'ailleurs par les circonstances. Le changement le plus visible concerne leur lieu de résidence, même s'il est tardif. L'initiative en revient sans doute à Guy qui quitte l'ancien *castrum*, probablement très vétuste, qui reste

30. « Pondera dicti castris prope portas vel alibi apposita vel appensa et cubitorum et alnarum omniumque ponderum et mensurarum traditio, taillatio, inspectio et emende [...] ad vicecomitissam pertinent », *Ordonnances des rois de France...*, éd. Denis François SECOUSSE, t. 3, Paris, 1732, p. 61.

31. « Stanna vel stalla ejusdem castris ad vendendum panes seu carnes aut pisces vel quelibet mercimonia ordinata vel ordinandum parata [...] que non sunt in locis propriis dictorum burgensium vel hominum aut non sunt propria singulorum ad dictam Mariam [...] pertinent », *Chronique de Saint-Martial...*, *op. cit.*

32. Chacun associe l'autre à l'exercice de la justice qu'il exerce, l'évêque se réservant la juridiction de sa cour, le roi, les droits qu'il détient sur les consuls. DELAUME, Liliane, *Histoire d'un fonds d'archives...*, *op. cit.*, « Édition du cartulaire *Tuae Hodie* », n° 77, p. 47, septembre 1307.

33. Voir note 14.

cependant le siège de sa cour, pour s'installer dans un hôtel situé près de la place Saint-Michel-aux-Lions, qui appartenait auparavant au couvent de La Peyrusse³⁴, une résidence urbaine qui complète celles installées dans les châteaux des alentours, comme celui d'Aixe fréquemment utilisé.

La frappe de la monnaie a constitué un enjeu majeur : économique, cela va de soi, mais aussi politique car elle était un support essentiel pour la diffusion de l'image des nouveaux princes. Lors de la capitulation des bourgeois, Marguerite de Bourgogne avait repris le contrôle de l'atelier qui frappa ensuite des monnaies breto-limousines en associant au revers les armes de Dreux et de Limoges³⁵.

Une autre production participe pleinement à la légitimation du pouvoir, il s'agit de l'écrit et plus particulièrement des annales et des chroniques, tenues généralement par les ecclésiastiques, chargées de rappeler les hauts faits des princes. Celles-ci, et c'est une des raisons principales de la perception négative laissée par cette lignée, sont d'une part très peu loquaces et d'autre part très critiques pour les nouveaux vicomtes. Rédigées pour la plupart dans le *scriptorium* de l'abbaye Saint-Martial, elles portent un regard hostile sur les « nouveaux maîtres » de la cité qui tentent de fragiliser les assises du pouvoir abbatial. Curieusement, les vicomtes bretons ne semblent pas avoir cherché à susciter une production littéraire locale plus favorable, qui aurait pu se développer chez les ordres mendiants avec qui ils entretenaient une certaine proximité en Bretagne ou à travers des commandes. Ces symboles du pouvoir ne suffisent probablement pas à assurer leur légitimité et à faire taire toutes les contestations. À défaut de pouvoir soutenir une confrontation directe avec l'abbé ou l'évêque, ils peuvent alimenter les concurrence en favorisant, par exemple, les bourgeois par un allègement des sanctions du traité de 1276³⁶.

Au total, les actions des vicomtes bretons sont traversées par de puissants contrastes : d'un côté, une volonté d'affirmer leur statut et leur origine en associant les deux armoiries bretonnes et limousines sur les supports officiels, et de l'autre une discrétion diplomatique qui traduit un faible engagement dans les affaires de la cité et de la vicomté. Isolés dans une ville prompte à la révolte, leur principal appui est fourni par un entourage réduit, reposant sur des liens de fidélité anciens auxquels s'ajoutent ou se superposent de nouveaux, constitués plutôt par des individus de modeste extraction issus tant du Limousin que de la Bretagne.

34. « Guido, vicecomes Lemovicensis habuit et acquisivit domum que quondam fuit fratrū de Peyroza, que sita in platea Sancti Michaelis de Leonibus, juxta domum de Chaminada », *Chronique de Saint-Martial...*, *op. cit.*, p. 145.

35. TEXIER, Pascal, « La datation des deniers féodaux anonymes de Limoges (x^e-xiii^e siècles) », *Travaux d'archéologie limousine*, t. 17, 1997, p. 71-77.

36. Il consent à plafonner l'aide aux quatre cas à 1 000 livres tournois pour les bourgeois du château (ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 183, p. 333, 1293).

Les relais du pouvoir : l'établissement d'une nouvelle assise

Lorsqu'Arthur arrive en Limousin, il doit composer avec des réseaux de fidélité fortement enracinés autour de la maison vicomtale qu'il ne peut envisager de faire évoluer de manière significative en raison de la faiblesse de ses appuis locaux. Il ne peut pas, non plus, engager une lutte directe avec des lignages dont l'influence s'était fortement développée depuis le conflit qui avait opposé Marguerite de Bourgogne à ces bourgeois. Il doit donc conserver ce système tout en introduisant un certain nombre d'évolutions : rééquilibrage de son entourage pour limiter l'influence d'un Géraud de Maulmont, constitution d'un noyau d'officiers fidèles associant petits seigneurs du Limousin et chevaliers bretons, mise en place d'un embryon administratif capable de protéger ses intérêts et de garantir les échanges ainsi qu'une juridiction gracieuse devant sa cour.

Une affirmation bretonne difficile

Épuisées par les conflits, les finances de Marguerite de Bourgogne accusent un fort déficit dont le comblement est d'ailleurs au cœur de l'alliance matrimoniale nouée avec la maison de Bretagne³⁷. Les ducs sont ses principaux financiers, mais elle a aussi négocié des prêts avec les seigneurs de la région comme Géraud de Maulmont. La reprise en main de la vicomté lui avait accordé de nombreux avantages, et notamment plusieurs châtellenies dont la remise avait été garantie dans l'acte de cession de la vicomté à sa fille. Géraud de Maulmont, présenté comme le régent de la vicomté³⁸, a ainsi obtenu les *castra* de Chalus et de Courbefy³⁹ qui renforcent encore sa puissance dans cet espace. Il apparaît comme le principal seigneur, désigné dans le *Majus Chronicon Lemovicense* comme le « *rector vice comitatus Lemovicensis*⁴⁰ ». Il y ajoute, durant cette période, les forteresses de Chalucet et une partie de celle de Bourdeille, en échange

37. Le duc consent à verser à Marguerite de Bourgogne la somme de 15 000 livres tournois (ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 166, p. 308, mars 1274). Jean I^{er} promet de la verser le 17 juin 1275, avant la célébration du mariage le 22 juin (LA BORDERIE, Arthur de, *Recueil d'actes inédits des ducs de Bretagne, (x^e, xii^e, xiv^e siècles)*, Rennes, Impr. Ch. Catel, 1888, p. 225-226).

38. « *G. de Malo Monte qui regebat vice comitatum* », *Majus Chronicon Lemovicense, Recueil des historiens de France*, t. 21, GUIGNIAUT, Joseph Daniel et WAILLY, Natalis de, éd., Paris, Aux dépens des libraires associés, 1855, col. 758 j.

39. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 174, p. 323, 15 juillet 1280; RÉMY, Christian, « Chalus et les châteaux de maître Géraud de Maulmont », *Bulletin monumental*, vol. 159, 2007, p. 113-141; *Id.*, *Les rois de France en Limousin et Périgord de Philippe Auguste aux derniers capétiens : agents, manifestations et rythmes de l'implantation du pouvoir royal dans le nord-est de l'Aquitaine de 1200 à 1326*, thèse dactyl., université de Limoges, 2000, t. II, p. 134.

40. *Majus Chronicon Lemovicense, Recueil des historiens de France...*, *op. cit.*, vol. 21, col. 785 k.

de l'aide fournie à l'un des deux seigneurs, Boson, en 1283⁴¹. Il est aussi à la tête d'un réseau de relations très étendu qui le met entre autres en connexion avec le chapitre de Saint-Yriex où siège son frère Hélié⁴². Sa trop grande puissance menace Arthur qui tente de limiter son influence en se réappropriant certains fiefs qui lui avaient été confiés à travers la commise de deux de ses châtelainies, mais celle-ci n'est que de courte durée car le roi soucieux de s'appuyer sur un seigneur aussi important les lui restitue, espérant ainsi profiter de la situation pour limiter l'influence des Plantagenêts.

Pour contrer leur influence, il développe des liens avec d'autres lignages, comme celui de Ramnulf Hélié, seigneur de Pompadour, qui semble avoir été un des principaux bénéficiaires de la générosité des vicomtes bretons comme le montre le cahier conservé dans les archives du château où sont retranscrites les différentes cessions qui lui ont été accordées⁴³ : les plus importantes étant les garennes de Pompadour avec les droits de chasse⁴⁴, l'étang de la Logière avec les manses situés dans la paroisse de Lubersac⁴⁵, des rentes à Lospinasse⁴⁶ et un bois suite à un échange⁴⁷. Des liens privilégiés sont noués avec Guichard de Camborn, seigneur de Treignac, qui a reçu, toujours en remerciement de ses services, la justice d'Yssandon et d'Ayen⁴⁸, mais les individus que l'on observe à ses côtés sont plutôt des personnes d'origine modeste qui occupent des fonctions administratives⁴⁹ comme Pierre Cotet, un chevalier, parent d'Étienne Cotet⁵⁰, prévôt du château de Ségur qui devint son sénéchal⁵¹, et un maître appelé Pierre Franc, présent dans quatre de ses chartes⁵².

L'arrivée de la famille bretonne s'est traduite par un affaiblissement du réseau relationnel développé par la précédente dynastie vicomtale dont le prestige et les possessions avaient déjà été considérablement amoindris

41. D'après le *Majus Chronicon Lemovicense, Recueil des historiens de France...*, *op. cit.*, « il a acquis le château de Chalucet pour lui et non pour la comtesse et récupère le *castrum* inférieur ».

42. RÉMY, Christian, « Hélié de Maulmont senior, docteur en l'un et l'autre droit, (1267) », *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, t. 130, 2002, p. 308-314.

43. « Cahier en papier contenant des extraits des donations faites par les ducs de Bretagne et autres aux seigneurs de Pompadour depuis 1206 jusqu'en 1570 », décrit par POULBRIÈRE, J.-B., « Copie de l'inventaire des titres qui se sont trouvés dans le trésor du château de Pompadour lors de l'arrivée du sieur Benotte, déchiffreur, au mois d'avril 1765 », *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, t. 21, 1899, p. 386-391 ; t. 23, 1901, p. 585-586 ; t. 25, 1903, p. 315-317 ; t. 30, 1908, p. 65 et 292.

44. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 195, p. 346, 1312.

45. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 194, p. 345, 29 novembre 1312.

46. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 198, p. 350, 1315.

47. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 196, p. 347, 1312.

48. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 197, p. 350, 1314.

49. Voir annexes 4 et 5.

50. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 196, p. 347, 1312.

51. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 119, p. 245, 1237.

52. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 196, p. 347, 1312 ; voir aussi *Id.*, *Les vicomtes...*, *op. cit.*, t. II, n° 276, p. 357 ; 282, p. 362 ; 296^{bis}, p. 375.

par la révolte des bourgeois, entraînant une raréfaction de la distribution des fiefs et donc de son attractivité. L'identification des liens d'amitié et des individus qui gravitaient autour d'eux s'avère difficile en raison des transformations des pratiques documentaires qui bannissent les listes de témoins, mais un virage se dessine, marqué comme dans beaucoup de familles princières par le retrait progressif des châtelains et leur remplacement par des officiers issus de familles modestes venus du Limousin, mais aussi de la Bretagne.

Une administration breto-limousine

L'installation de la famille bretonne s'accompagne du développement d'un noyau administratif solide qui s'inscrit en rupture avec certaines pratiques anciennes. Suite à des problèmes mal connus, Marguerite retire aux viguiers certains droits et prérogatives, sanctions qui perdurent sous les vicomtes bretons malgré leurs demandes, systématiquement rejetées, pour les lever⁵³. En parallèle, un personnel administratif se déploie, à la tête duquel se hissent les sénéchaux⁵⁴ qui détiennent des fonctions pouvant être ponctuelles, mais assez larges, cumulant parfois des charges fiscales, judiciaires ou militaires. Des représentants sont envoyés dans les *castra* vicomtaux comme Étienne Cotet à Ségur⁵⁵, Guillaume Langon à Nontron⁵⁶, Raoul Le Borgne et Hélie à Ayen, ces derniers devant prêter un serment de fidélité dont la périodicité est au centre d'un conflit en 1293⁵⁷. Ils sont accompagnés de juges et de clercs⁵⁸.

L'étendue du contrôle vicomtal peut s'apprécier aussi à travers un document exceptionnel, « le rôle des malfaiteurs de Saint-Yrieix » du 24 août 1317, qui comptabilise les seigneurs ayant pris part à l'expédition voulue par le vicomte Gui de Bretagne contre le chapitre de cette cité⁵⁹. Les 520 noms inscrits se rapportent à des localités situées pour la plupart dans la partie méridionale ; peu d'entre elles faisaient partie des domaines vicomtaux proprement dits, situés au nord de Saint-Yrieix. Dans cette liste, les fidèles installés dans les châtelainies vicomtales sont peu nombreux, à l'exception des quatre procureurs des *castra* de Ségur, d'Aixe, de Nontron et d'Ayen. Au début du XIV^e siècle, l'influence des vicomtes en Limousin, en dehors de ces quelques points d'appui, semble être assez faible.

Les postes importants de son administration sont confiés plutôt à des seigneurs modestes originaires pour la majorité de la région et à quelques

53. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., t. II, n° 239, p. 318, 1279.

54. Sur leurs fonctions en Bretagne voir OHEIX, André, *Essai sur les sénéchaux en Bretagne, des origines au XIV^e siècle*, Paris, Fontemoing, 1913.

55. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., t. II, n° 244, p. 322, 1286.

56. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., t. II, n° 267, p. 350, 7 avril 1297.

57. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., t. II, n° 260, p. 343, 14-30 juin 1293.

58. Voir tableau, annexes 4 et 5.

59. Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 856 ; ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., t. II, p. 228-230.

seigneurs bretons⁶⁰. La fonction de sénéchal est d'abord confiée à un breton Odon de Karderian⁶¹, puis à Étienne Cotet⁶² et Pierre Cotet⁶³, parents du prévôt de Ségur, auquel succèdent deux seigneurs du Limousin, David de Sesmaysons et Luc de Gresio⁶⁴ avant de laisser la place à un breton, Hues de Kerantret en 1361⁶⁵. De l'ensemble des officiers vicomtaux n'émergent que quelques noms, ce qui ne permet guère de suivre les promotions et les remplacements éventuels. Quelques Bretons se voient accorder des postes importants comme la famille des Montbourhier à Limoges avec Simon qui devient lieutenant de la cité et Jean, gouverneur⁶⁶. L'onomastique permet aussi d'en identifier quelques autres comme Raoul Le Borgne⁶⁷, Guillaume Rougé⁶⁸ ou Guillaume Le Chastelier qui bénéficie d'un arbitrage favorable de la part d'Arthur sans qu'on en connaisse toutefois les modalités⁶⁹. C'est donc une connaissance bien parcellaire que nous avons de l'entourage vicomtal, ceci étant dû en partie à l'absence de listes de témoins : il semble bien cependant que l'entourage breton a été limité tant en nombre que dans la durée de leur présence et nous n'avons guère d'informations sur les alliances matrimoniales qui auraient pu être conclues... Les vicomtes bretons n'ont guère laissé de traces d'une réelle volonté de s'installer sur ces terres pour concurrencer l'aristocratie locale, les quelques seigneurs identifiés ont plutôt cherché à s'insérer dans les réseaux existants avant de repartir en Bretagne. Ils se sont surtout préoccupés de la gestion de leurs droits et de la collecte de leurs revenus.

Une légitimité affirmée : la cour vicomtale

Les vicomtes bretons se placent dans la continuité de leurs prédécesseurs pour percevoir les droits que ces derniers détenaient, une volonté contrariée par de nombreuses difficultés liées à la défiance suscitée par

60. Voir tableau p. 18, annexe 5.

61. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 173, p. 320, 1^{er} décembre 1279; *Id.*, *Les vicomtes de Limoges...*, *op. cit.*, t. II, n° 239, p. 318, 1279.

62. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 244, p. 322, 1286; n° 245, p. 323, 1287; n° 253, p. 331 1290.

63. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, *op. cit.*, t. II, n° 296^{bis}, p. 375, 30 avril 1308.

64. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, *op. cit.*, t. II, n° 278, p. 358, 1302.

65. JONES, Michael, *Recueil des actes de Charles de Blois et Jeanne de Penthièvre, duc et duchesse de Bretagne (1341-1364), suivi des actes de Jeanne de Penthièvre (1364-1381)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1996, n° 261, p. 215, 22 septembre 1361.

66. « Symon de Monteboscherio, miles qui tunc locum tenem vicecomitis Lemovicensiis », ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...* *op. cit.*, n° 313^{bis}, p. 390; Jean de Montbourhier, sénéchal de Limoges, JONES, Michael, *Recueil des actes de Charles de Blois...*, *op. cit.*, n° 166, p. 151, 1354; n° 196, p. 176, 30 mai 1357; Michel Brand'honneur associe à cette famille une motte castrale dans la commune de Vignac (BRAND'HONNEUR Michel, *Manoirs et châteaux dans le comté de Rennes. Habitat à motte et société chevaleresque (X^e-XIV^e siècles)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, p. 282-290).

67. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, *op. cit.*, t. II, n° 268, p. 351, 14 décembre 1298.

68. JONES, Michael, *Recueil des actes de Charles de Blois...*, *op. cit.*, n° 78, p. 95, 1346.

69. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 180, p. 329, 1287.

certaines officiers, ce qui les conduit, comme beaucoup de princes, à transformer les prélèvements variables en rentes fixes, établissant ainsi une double assurance tant pour eux, assurés de recevoir une somme fixe, que pour le contribuable, qui ne verra pas les demandes s'accroître de façon arbitraire. En 1293, Arthur accepte ainsi de plafonner la taille de 1 000 livres tournois que versaient les habitants de la cité pour les quatre cas depuis « les arrangements » de 1276⁷⁰, un accord ratifié par le roi et qui sera remis en vigueur par son successeur Jean en 1308, pour financer sa nouvelle chevalerie⁷¹.

Si les vicomtes accordent assez peu d'aumônes, en revanche ils confirment beaucoup de transactions et acquisitions, ce qui leur permet de percevoir des droits : Arthur reçoit ainsi 15 livres des religieux de l'Artige⁷² et 100 de l'abbé de Solignac⁷³. S'inspirant de pratiques bretonnes existant depuis le XIII^e siècle⁷⁴, il établit une cour de juridiction⁷⁵ gracieuse, dotée d'un sceau propre et chargée de garantir l'application de contrats privés⁷⁶. Les affaires qui y étaient portées étaient très diverses : l'essentiel était composé par des confirmations de ventes ou de dons ainsi que des reconnaissances de statut, « être un homme taillable... », mais on rencontre aussi des hommages, des contrats, des engagements, un testament et un jugement. La rédaction en était confiée à des officiers qui pouvaient authentifier et garantir l'acte et ainsi supplanter les autres sources d'autorité qui étaient l'évêque et l'abbé de Saint-Martial. Si le cadre d'exercice s'étendait à l'ensemble de la vicomté, chaque châtelainie avait sa propre cour : dix actes ont ainsi été passés devant celle de Nontron⁷⁷, un à Ayen⁷⁸ et un autre à Excideuil⁷⁹, même si, semble-t-il, la majorité se tenait dans la salle du vicomte au château de Limoges⁸⁰. Autour d'elles gravitait tout un monde d'officiers et de clercs au service du vicomte,

70. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 183, p. 333, avant février 1293.

71. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 193, p. 344, 9 septembre 1308.

72. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 176, p. 324, 1287.

73. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 178, p. 327, 12 juin 1287.

74. « Les parties avouaient devant le juge les conventions qu'elles avaient faites et le juge les condamnait à les observer » (PLANOL, Marcel, *Histoire des institutions de Bretagne*, Mayenne, Association pour la publication du manuscrit de M. Planiol, 1982, t. IV, p. 341).

75. DELHOUME, Didier et RÉMY, Christian, « Le phénomène vicomtal en Limousin IX^e-XII^e siècles », dans DÉBAX, Hélène (dir.), *Vicomtes et vicomtés dans l'Occident médiéval*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2008, p. 248.

76. Celui passé devant Étienne Cotet, sénéchal du vicomte, déclarant que Pierre, Arnaud et Aimeri Franju étaient les hommes taillables de Giraud de Magnac se termine selon la formule « constat de *cancellatura hobedire* » (ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, *op. cit.*, t. II, n° 253, p. 331, 6 juillet 1290).

77. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, *op. cit.*, n° 266, p. 349, 1296; 267, p. 350, 1297; 272, p. 354, 1300; 273, p. 355, 1300; 276, p. 357, 1301; 279, p. 361, 1303; 280, p. 36, 1303; 284, p. 36, 1303; 301, p. 381, 1310; 302 p. 381, 1310.

78. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, *op. cit.*, n° 268, p. 351, 1298.

79. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, *op. cit.*, n° 275, p. 355, 1301.

80. « in aula vicecomitis » (ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 260, p. 343, 14-30 juin 1293).

originaires pour l'essentiel de la région, même si quelques individus d'origine bretonne ne sont pas à exclure. Sont ainsi mentionnés les prévôts des châteaux : le chevalier Guillaume Langon à Nontron, à la fin du ^{xiv}^e siècle⁸¹ et Guillaume Le Borgne à Ayen⁸², ainsi qu'un juge vicomtal, Maître Gaucelin des Campagnes, qui a prêté serment en 1293⁸³ et est mentionné dans trois actes⁸⁴. Certaines fonctions semblent « accaparées » par des familles comme le suggère la présence d'Hélie de Campagnes au côté de Maître Gaucelin en 1308⁸⁵. Autour de ces officiers se pressent de nombreux clercs dont certains sont docteurs comme Guillaume de Chavaco, « *juris civilis doctori officiali Lemovicensi* » en 1301⁸⁶. Ils ont prêté serment et certaines familles s'installent, comme les Chastenot à Nontron avec Pierre, mentionné quatre fois⁸⁷ et Pierre Brun, trois fois⁸⁸. À Limoges, au moins sept ont pu être identifiés : Guillaume Falin en 1304⁸⁹, Pierre Fouché en 1305⁹⁰, Martin Drapier⁹¹, Jean de Curte⁹², Pierre Renaud de Freyssinet⁹³, Pierre Franc⁹⁴, et un certain Gerald Bona Miga⁹⁵. Quelques notaires apparaissent aussi dans les documents produits par ces cours, comme un certain Pierre Lo Baudi en 1303⁹⁶.

La destruction d'un grand nombre des parchemins produits par ces cours rend vaine toute tentative d'estimation de la production ; on peut juste noter une croissance relative : quinze actes pour les vingt-six ans du règne d'Arthur contre dix-huit pour les treize de Jean.

La constitution de ces cours, inspirée probablement par le système développé en Bretagne, a fourni aux vicomtes des revenus non négligeables et a renforcé leur assise, même si celle-ci reste fragile. Pour tenter de compenser cette faiblesse, les vicomtes bretons hésitent entre deux tendances : s'appuyer sur les héritages et la tradition avec ses contraintes

81. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., n° 267, p. 350, 1297

82. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., n° 268, p. 351, 1298. Il était probablement parent avec ce Guillaume Le Borgne évoqué dans la liste de Saint-Yriex, un seigneur de Créhères près de Morlaix.

83. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., n° 260, p. 343, 1293.

84. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., n° 260, p. 343, 1293 ; 282, p. 362, 1303 ; 296^{bis}, p. 375, 1308.

85. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., n° 296^{bis}, p. 375, 1308.

86. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., n° 278, p. 358, 1302.

87. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., n° 279, p. 361, 1303 ; 280, p. 361, 1303 ; 284, p. 363, 1303 ; 289, p. 366, 1305.

88. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., n° 298, p. 379, 1308 ; 301, p. 381, 1310 ; 304, p. 382, 1310.

89. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., n° 267, p. 350, 1297 ; 273, p. 355, 1300.

90. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., n° 285^{bis}, p. 364, 1304.

91. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., n° 286, p. 365, 1305.

92. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., n° 292, p. 370, 1307.

93. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., n° 310, p. 387, 1310.

94. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., n° 303, p. 382, 1310.

95. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., n° 296^{bis}, p. 375, 1308.

96. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., n° 285, p. 364, 1303.

jugées inacceptables comme les serments de fidélité qu'ils doivent prêter aux abbés et évêques de la région et innovation pour constituer de nouveaux appuis dont la mise en place demandait des efforts et des investissements que les vicomtes pouvaient difficilement fournir. Dans cette recherche de légitimité, les liens établis avec les grands établissements de la région jouaient un rôle crucial.

Une assise fragilisée : des liens conflictuels avec les communautés monastiques

La légitimité des princes s'appuyait sur les communautés monastiques qui récitaient des prières pour assurer leur salut, mais qui leur offraient aussi des compensations matérielles pour la protection que ces détenteurs de l'autorité publique ont pu leur apporter depuis leur installation. Ce lien est particulièrement puissant à Limoges qui s'est développée autour de la vénérable abbaye Saint-Martial, une des plus prestigieuses de l'Ouest, qui a reçu de la part des fidèles de nombreuses propriétés et d'importants revenus qui ont servi en partie à rémunérer les grands aristocrates et en premier le vicomte.

En succédant à l'ancienne dynastie, les vicomtes bretons ont revendiqué les fiefs que ces derniers tenaient mais en refusant de s'intégrer dans les anciennes traditions et en dénonçant systématiquement l'hommage qui accompagnait la remise de ces fiefs, inaugurant de violents rapports de force qui ne leur furent au final guère favorables. Les tensions engendrées provoquent un éloignement de la famille vicomtale des communautés monastiques qui n'accueillent plus leur sépulture ni n'assurent la perpétuation de leur mémoire, une fonction qui échappe aussi aux nouvelles fondations dont la maison bretonne était pourtant très proche, dans leur province d'origine.

Une soumission inacceptable ?

L'étendue des domaines vicomtaux est difficile à restituer, mais il est probable que les fiefs tenus des grandes abbayes et évêchés de la région ont constitué une large part de leur revenu. Le contenu de ces derniers fait l'objet de descriptions précises dans les notices qui rapportent ces serments. Arthur était ainsi le vassal de l'abbé de Saint-Martial pour les *castra* de Pierre-Buffière, Chambon-sur-Voueize, la tour de Chervix et les châteaux de Limoges et de Verneuil⁹⁷. Des chanoines de Saint-Yriex, il tenait la forteresse de la cité, celles de Chalus-Chabrol et de Ségur et le tiers du bourg d'Excideuil ainsi que les tours de la Roche-l'Abeille et de Courbefy⁹⁸. Ils

97. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, *op. cit.*, t. II, n° 246, p. 324, 1287 ; *Id.*, *Recueil des actes...*, n° 190, p. 340, 1307.

98. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, *op. cit.*, t. II, n° 277, p. 357, 1302.

étaient redevables à l'abbé de Solignac, de la châtelainie d'Aixe⁹⁹ et de l'abbé de Charroux¹⁰⁰, du *castrum* de Nontron.

Il était aussi le fidèle des évêques d'Angoulême pour les domaines d'Ayen, d'Yssandon et d'Ans¹⁰¹ et de celui de Périgueux pour le *castrum* d'Aubaroche¹⁰². Ces terres constituaient des réserves importantes qui pouvaient à leur tour être confiées en fief à des fidèles du vicomte. À Aixe, ils s'en servirent pour récompenser la fidélité de Ratier de Montrocher et de Gui Paute, les deux seigneurs d'Aixe présents à leur côté par la suite. La terre qu'il tenait des évêques d'Angoulême a servi à la constitution de plusieurs fiefs attribués à des individus qui lui ont prêté un serment de fidélité comme le *dominus* de Rocha, Robert de Montbron, Itier de Villebois, Hélie de Bourdeilles¹⁰³.

La détention de ces fiefs impliquait la prestation d'un serment de fidélité enregistré dans les livres de fief ou les registres tel celui tenu par les moines de Saint-Martial¹⁰⁴ ou le livre des fiefs de Guillaume de Blaye¹⁰⁵. Cette promesse de fidélité pour les domaines tenus a été répétée par Marguerite entre 1263 et 1274 aux abbés de Saint-Martial et de Saint-Yriex ainsi qu'à l'évêque d'Angoulême, mais la venue des seigneurs bretons inaugure une rupture dans la mesure où ces derniers refusent de prêter un hommage considéré comme particulièrement humiliant. Ce mouvement d'humeur n'est pas sans conséquence pour les vicomtes bretons qui ne sont plus en position de force face à l'affirmation d'une autre autorité qui cherche à s'implanter dans cet espace en assurant directement la protection des abbayes : le roi, qui conclut un traité de pariage avec les chanoines de Saint-Yriex, en 1307¹⁰⁶.

Des tensions aux conflits

La cérémonie de l'hommage semble cristalliser tous les mécontentements des vicomtes bretons et particulièrement du premier, Arthur, qui répond aux sollicitations de ses seigneurs de trois manières distinctes : par un oubli volontaire, en négociant la célébration de la cérémonie dans un lieu neutre, ou tout simplement par un refus pur et simple, accompagné de violences.

99. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 177, p. 325, 1287; RÉMY, Christian, « La mouvance féodale de l'abbaye de Solignac d'après un rouleau d'hommages de la fin du XIII^e siècle », *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, t. 135, 2007, p. 64.

100. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 188, p. 338, 1303.

101. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 181, p. 330, 1275-1290.

102. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, *op. cit.*, t. II, n° 250, p. 329, 1287.

103. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, *op. cit.*, n° 181, p. 330, 1275-1290.

104. Évoqué par Gaignière, mais aujourd'hui perdu (BnF, ms lat. 17117, f° 28).

105. Arch. dép. de la Charente, G 20, *Le livre des fiefs de Guillaume de Blaye* (voir éd. Jean NAGLARD, Angoulême, Impr. de Chasseignac et Bodin, 1906, p. 246-247).

106. BOUTARIC, Edgard, *Actes du Parlement de Paris*, 2 vol., Paris, Plon, 1863-1967, t. II, 1299-1328, n° 4232, p. 200.

L'hostilité d'Arthur et de Jean se manifeste vis-à-vis de tous leurs seigneurs et peut-être plus particulièrement à l'égard des évêques d'Angoulême et de Périgueux qui sont à la fois les plus éloignés et les pourvoyeurs des fiefs les plus réduits. En 1283, Raymond de Périgueux doit demander à deux de ses proches de se déplacer jusqu'à Auberoche pour transmettre aux officiers vicomtaux une missive ordonnant au vicomte de se présenter pour l'hommage¹⁰⁷. L'éloignement du lieu de la cérémonie constituait un argument que Marguerite avait déjà utilisé en 1265¹⁰⁸ pour demander son rapprochement et sa tenue au château d'Aixe¹⁰⁹ et à Excideuil pour celui dû au doyen de Saint-Yrieix¹¹⁰. Arthur réitère cette demande, mais il ne semble pas qu'elle soit devenue une coutume si l'on se fie aux dernières lignes de l'acte et Arthur a probablement dû se déplacer¹¹¹. En 1287, il obtient cependant du prélat de Périgueux que l'hommage pour la châtellenie d'Auberoche se déroule dans une salle du couvent des frères mineurs d'Excideuil¹¹².

Les tensions ont été parfois beaucoup plus vives. Les refus des vicomtes bretons de reconnaître les liens de fidélité et les sanctions qui ont suivi – la commise des fiefs – ont entraîné une escalade relatée dans les chroniques de Saint-Martial. En 1285, l'abbé saisit tous les droits que le vicomte détenait dans l'enceinte du château et révoque ses officiers¹¹³. Malgré un rapport militaire favorable, ce dernier n'est plus en position de force face au roi qui, profitant de cette situation, tente de prendre pied dans ces territoires et place le château sous sa garde. Arthur est forcé d'obtempérer mais l'agitation perdure, ponctuée de crises violentes comme l'intrusion des hommes du vicomte dans la clôture ou les brutalités commises à l'encontre d'un des moines¹¹⁴, entraînant une nouvelle commise avant qu'un compromis ne soit accepté. À partir de Jean, la situation se calme, les vicomtes bretons acceptent de prêter l'hommage à Saint-Martial : en juin 1307 pour

107. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., t. II, n° 242, p. 321, 1^{er} mai 1283.

108. En 1265, elle prête hommage à l'évêque d'Angoulême, Robert, dans le prieuré de Montbron (ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, op. cit., n° 155, p. 293, 1265).

109. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, op. cit., n° 171, p. 316, 1273-1275.

110. Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, E 861.

111. « Et debet vicecomes Lemovicensis ad mandatum episcopi Engolimensis venire apud Engolismam, vel alibi in dyocesi Engolismensi, personaliter ad faciendum dictum homagium episcopo ubi episcopus mandavit » (ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, op. cit., n° 181, p. 330, 1275-1290).

112. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., t. II, n° 250, p. 329, 1287.

113. « p. de Sancto Valerico [...] sazinit totum jus quod vicecomes Lemovicensis habebat in castro Lemovicensi pro eo quia nolebat sibi facere homagium quod sibi debebat pro dicto castro... Et hujusmodi sazina duravit usque ad diem lune post isti sunt dies, qua die dominus Philipus, rex Francie, amovit dictam sazina... », *Chronique de Saint-Martial...*, op. cit., p. 135.

114. *Chronique de Saint-Martial...*, op. cit., p. 180.

Jean¹¹⁵, 1314 pour Gui VII¹¹⁶, 1318 pour Isabelle de Castille¹¹⁷ et 1363 pour Charles de Blois et Jeanne de Penthièvre¹¹⁸.

Les relations avec le chapitre de Saint-Yriex s'avèrent encore plus tendues. Les vicomtes tenaient des chanoines les châteaux et châtelainies de Ségur, Saint-Yriex, la Roche-l'Abeille, Courbefy, Châlus-Chabrol et les deux tiers du bourg d'Excideuil. Pour cela ils leur devaient l'hommage lige par le baiser de paix comme le voulait la tradition¹¹⁹. Ils exerçaient aussi à Saint-Yriex la justice, droit majeur et fort rémunérateur qui les autorisait à hisser leur bannière en haut de la tour du Plöt¹²⁰... Des dissensions éclatèrent entre les différentes parties relatives aux droits sur Châlus-Chabrol et La Roche-l'Abeille ce qui nécessita un arbitrage rendu par les juristes de l'abbé et du vicomte et, en particulier pour ce dernier, par Gauscelin de Campagnes¹²¹. En 1308, il « oublie » de prêter hommage, ce qui entraîne la saisie de son fief et le début d'une virulente contestation menée par son sénéchal Pierre Cotet et son procureur Jean du Pont qui dénoncent le caractère illégal de cette confiscation et de certains actes comme la libération des prisonniers capturés par le vicomte ainsi que la présence du viguier royal, Raymond de Saint Didier¹²² installé dans la cité depuis l'accord de pariage. Le vicomte lave l'affront en levant une armée de 520 hommes qui perturbe la foire tenue dans cette localité¹²³. La date choisie n'est pas le fruit du hasard, la présence de ce marché est l'occasion pour le vicomte de montrer qu'il entend bien récupérer certains droits liés aux tonlieux ou à la justice qui lui avaient été retirés¹²⁴.

Si les vicomtes bretons s'accommodent finalement des habitudes administratives de leurs prédécesseurs, en revanche, ils ne cherchent pas à s'intégrer dans les réseaux de l'*amicitia* monastique, même si ces derniers, il est vrai, sont beaucoup moins puissants qu'au siècle précédent. Cette réaction

115. Jean prête serment à l'abbé et pour le commémorer offre un repas aux moines (*Chronique de Saint-Martial*..., *op. cit.*, p. 143).

116. *Chronique de Saint-Martial*..., *op. cit.*, p. 145.

117. DELHOUME, Didier, « Les vicomtes de Limoges et l'abbaye : difficultés et enjeux d'un pouvoir urbain, (IX^e-XV^e siècle) », dans ANDRAULT-SCHMITT, Claude (dir.), *Saint-Martial de Limoges*..., *op. cit.*, p. 86

118. *Ibid.*

119. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges*..., *op. cit.*, t. II, n° 277, p. 357, 8 juillet 1302.

120. THUILLAT, Jean-Pierre, *La Tour du Plöt : histoire et secrets du plus ancien monument civil de Saint-Yriex*, Saint-Yriex-la-Perche, Histoire et patrimoine en pays arézien, 1998.

121. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges*..., *op. cit.*, t. II, n° 282, p. 362, 27 mars 1303.

122. BOUTARIC, Edgard, *Actes du Parlement*..., *op. cit.*, t. 1, n° 1331, p. 119; ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges*..., *op. cit.*, n° 296^{bis}, p. 375, 30 avril 1308.

123. Sur la liste des *malefactores* et *raptores* de 1317 : Arch. dép. des Pyrénées-Atlantique, E 856; THUILLAT, Jean-Pierre, « Un ost du vicomte de Limoges entré en armes dans la ville de Saint-Yriex, le 24 août 1317 », *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, t. 124, 1996, p. 70-79.

124. Notamment le contrôle des routes, une de ses prérogatives remise en cause en 1271 lorsque trois chevaliers avaient été capturés par les hommes de Saint-Yriex sur une route (ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges*..., *op. cit.*, n° 218^{ter}, p. 274). De même certains prisonniers avaient été libérés par les hommes des chanoines.

peut s'expliquer par des conflits d'intérêts, le refus de prêter hommage associé au recul du prestige des grandes abbayes bénédictines face aux établissements issus des nouveaux ordres, très nombreux en Limousin. Vont-ils se rapprocher d'eux, perpétuant ainsi les liens initiés en Bretagne ?

À la recherche d'une légitimité monastique ?

La légitimité de la dynastie vicomtale reposait en grande partie sur les liens tissés avec les communautés monastiques de la cité et notamment Saint-Martial qui domine le paysage urbain depuis le IX^e siècle. Au XIII^e siècle, cette proximité se manifeste de manière différente¹²⁵ : les aumônes foncières, comme on peut le mesurer dans le tableau (annexe 3) ont considérablement chuté et ne représentent plus qu'une toute petite partie des écrits diplomatiques. Les destinataires ont aussi changé : les vénérables institutions comme Saint-Martial ou Solignac ne reçoivent plus rien, semble-t-il, des vicomtes et l'essentiel des quelques aumônes qu'ils accordent, est destiné aux établissements issus du renouveau monastique de la fin du XII^e siècle ou aux Mendiants. Les sœurs de Saint-Dominique peuvent ainsi s'installer grâce à la vicomtesse Marguerite à Saint-Pardoux-la-Rivière en 1292¹²⁶, les carmes, arrivés dans la cité de Limoges en 1260¹²⁷, trouvent un emplacement fixe en 1264, à l'extrémité du bourg des Arènes et les ermites de Saint-Augustin présents vers 1290 au nord de la ville, peuvent s'installer sur la route de Paris¹²⁸. La générosité des vicomtes vis-à-vis de ces derniers, et notamment des cordeliers, dont ils avaient été les principaux appuis en Bretagne¹²⁹, semble très limitée : ils se contentent de leur transférer un modeste terrain situé à proximité de leur église, un jardin dans le faubourg des Arènes en 1331 ainsi que la ruelle qui coupait leur propriété la divisant en deux¹³⁰. L'évergétisme de leurs successeurs est encore plus faible : Jean II dans son testament ne cède pratiquement rien aux abbayes limousines¹³¹ et Charles de Blois se contente d'une somme de 100 sous pour les prêcheurs de la cité¹³².

125. LOUIS, Sara, *La spiritualité des laïcs dans le diocèse de Limoges principalement d'après leurs testaments (1220-1520)*, thèse dactyl., université de Poitiers, 1979.

126. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, *op. cit.*, t. II, n° 255, p. 334, 25 octobre 1292.

127. Voir sur le couvent des Carmes de Limoges : DENIS, Julien, *Le couvent des Carmes de Limoges*, Limoges, Culture et patrimoine en Limousin, 2001.

128. DOUAIS, Abbé « Les frères prêcheurs », *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, t. 40, 1893, p. 879.

129. Le duc Jean II avait fondé le couvent de Ploermel (MORICE, Pierre Hyacinthe, *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire ecclésiastique et civile de Bretagne*, 3 vol., Paris, 1742-1746, t. I, col. 1186).

130. JONES, Michael, *Recueil des actes de Charles de Blois...*, *op. cit.*, n° 61, p. 89, avant le 13 mars 1345.

131. Dans son testament, il lègue 2 135 livres aux établissements monastiques bretons, dont la majeure partie aux mendiants (MARTIN, Hervé, *Les ordres mendiants en Bretagne, vers 1230-vers 1530 : pauvreté volontaire et prédication à la fin du Moyen Âge*, Paris, Klincksieck, 1975, p. 182).

132. JONES, Michael, *Recueil des actes de Charles de Blois...*, *op. cit.*, n° 61, p. 89, avant le 13 mars 1345.

Le pouvoir des princes repose sur des éléments matériels, mais se fonde aussi sur leur notoriété, une mémoire qui conserve le souvenir des hauts faits du lignage, mémoire dont les moines sont les gardiens à travers les prières qu'ils récitent lors des anniversaires et dont les dates sont soigneusement gardées dans des obituaires, dont beaucoup en Limousin ont été sauvegardés et ont fait l'objet d'éditions. Les plus importants étaient ceux de la cathédrale Saint-Étienne connus par une copie, avec ceux de Notre-Dame-de-la-Règle¹³³, de Solignac¹³⁴ et les trois de Saint-Martial¹³⁵. Dans ces derniers, les vicomtes figurent en bonne place : sur les cent dix-sept nobles identifiés dans les trois versions, quinze vicomtes ont été inscrits ainsi que la vicomtesse Marguerite. Ces listes reproduisent ainsi presque toute la généalogie, des premiers jusqu'à Marguerite de Bourgogne décédée en 1275¹³⁶. Saint Martial bénéficie d'une certaine prééminence dans le choix de la maison de Limoges, mais d'autres établissements ont aussi été chargés de conserver et de rappeler la mémoire de la vicomtesse, comme les moines de l'Artige¹³⁷ ou la communauté des sœurs dominicaines de Saint-Pardoux, qui se sont engagées à réciter pour leur fondatrice et son époux une messe quotidienne et, de manière plus spécifique, quatre pour son anniversaire¹³⁸. Le lieu de sépulture choisi pour les vicomtes était probablement Saint-Martial où fut inhumé Guy V en 1230 dans la chapelle de l'abbé¹³⁹, peut-être au côté de son père Adémar V mort en 1199 et de son grand-père Adémar IV décédé en 1148, si l'on s'en tient à la chronique, même si aucune trace de ces tombeaux n'apparaît par la suite dans les descriptions de l'abbatiale¹⁴⁰. Marguerite de Bourgogne, choisit, quant à elle, de se faire inhumer au couvent des cordeliers d'Excideuil fondé par Guy V¹⁴¹. Les ordres mendiants rédigeaient aussi des obituaires, mais leur recrutement s'opère essentiellement chez les bourgeois et parmi quelques lignages nobles ; la famille vicomtale n'y figure pas¹⁴².

133. Voir pour leur présentation : LEMAÎTRE, Jean-Loup, « Les anniversaires de la noblesse limousine fondés à Saint-Martial de Limoges (XI^e-XII^e siècle) », in CONSTABLE, Giles, MELVILLE, Gert, OBERSTE, Jörg (dir.), dans *Die Cluniazenser in ihrem politisch sozialem Umfeld*, Münster, Lit, 1998, p. 213-251.

134. LEMAÎTRE, Jean-Loup, *Les documents nécrologiques de l'abbaye Saint-Pierre de Solignac*, Paris, Académie des inscriptions et belles-lettres, 1984.

135. LEMAÎTRE, Jean-Loup, *Mourir à Saint-Martial. La commémoration des morts et les obituaires à Saint-Martial de Limoges du X^e au XIII^e siècle*, Paris, de Boccard, 1989.

136. LEMAÎTRE, Jean-Loup, « Les anniversaires... », art. cité.

137. ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, op. cit., n° 158, p. 300, 15 août 1269.

138. ROBLIN, Vincent, *Les vicomtes de Limoges...*, op. cit., t. II, n° 255, p. 334, 25 octobre 1292.

139. « Anno gracie M^oCC^oXXVIII^o, III^o kal. aprilis obiit Guido, vicecomes Lemovicensis, et dedit nobis ad suum anniversarium x libras reddendas, et fuit cepelitus feria II post Ramis Palmarum in capella abbatibus cum patre suo et papone », *Chroniques de Saint-Martial...*, op. cit., p. 121.

140. LEMAÎTRE, Jean-Loup, *Mourir à Saint-Martial...*, op. cit., p. 648-649.

141. BEAUGOURDON, Jean de, et LAURENT, Jean-Paul, *Excideuil : visite et restitution du château, promenade dans la ville, histoire de la châtellenie et de ses seigneurs*, Paris, Graphica, 1954.

142. DELORME, F.-M., « Les cordeliers dans le Limousin aux XIII^e-XV^e siècles », *Archivum Franciscanum Historicum*, 23, 1937, p. 236-241 ; DOUAIS, Célestin, *Les frères prêcheurs de Limoges, textes latins*, Toulouse, Privat, 1892, p. 46.

La dynastie bretonne s'inscrit en rupture de cette tradition de sépulture et choisit systématiquement de se faire inhumer en terre bretonne¹⁴³. Le premier à hésiter est Guillaume de Bretagne qui, dans son testament, en 1454, précise que s'il meurt en Limousin, il souhaite être enseveli chez les franciscains d'Excideuil, sinon, dans les autres cas, sa préférence ira aux frères mineurs de Guingamp¹⁴⁴.

•

La présence bretonne en Limousin a été très critiquée par les érudits limougeaux qui ont pointé du doigt l'inactivité, voire l'incapacité, de ces vicomtes, guidés en cela par la faiblesse des renseignements qu'ils ont pu récolter. François Marvaud, résumant l'ensemble des critiques, ne déclarait-il pas : « Marie de Limoges et Arthur de Bretagne [...] n'avaient ni l'un ni l'autre ce qu'il fallait pour maintenir leur fortune¹⁴⁵ ». Les jugements de valeur sont toujours à proscrire et ce sont plutôt les motivations qui doivent être replacées au cœur des interrogations, et notamment les rapports que les ducs de Bretagne ont pu entretenir avec ces possessions lointaines qui s'inscrivaient dans des traditions si différentes de leur contrée natale.

La collation et le recensement des quelques allusions contenues dans les chroniques permettent cependant de dépasser l'impression au premier abord contradictoire et irréfléchie que donnent leurs comportements. La récupération des prérogatives de leurs prédécesseurs s'avérait illusoire, comme le soulignait F. Marvaud¹⁴⁶, face à la puissance de l'évêque, de l'abbé de Saint-Martial et de certains seigneurs. Après l'échec de leur résistance à l'hommage et la commise de leurs fiefs, ils ont concentré leurs revendications les plus virulentes autour de quelques droits prestigieux et lucratifs comme l'exercice de la justice ou les droits sur le commerce dans des quartiers en forte croissance comme les faubourgs de la ville où ils disposaient d'appuis plus solides et où ils pouvaient s'adosser aux prérogatives traditionnelles vicomtales (tonlieux, haute justice), des prétentions toutefois qui ne pouvaient guère être couronnées de succès en raison de l'intervention royale qui a joué de ces rivalités pour renforcer sa position face aux Plantagenêts et imposer le pariage.

L'expédition de 1317 contre Saint-Yriex est révélatrice de la situation locale : si les hommes qui répondent à l'appel du vicomte Guy sont relativement nombreux, ils ne sont pas issus de son entourage géographique immédiat et le contingent breton, s'il n'est pas absent, n'est guère nom-

143. COPY, Jean-Yves, *Art, société et politique au temps des ducs de Bretagne : les gisants haut-bretons*, Paris, aux Amateurs de livres, 1986. Sur le tombeau de Jean II, voir SANTROT, Marie-Hélène, *Entre France et Angleterre. Le duché de Bretagne. Essai d'iconographie des ducs de Bretagne*, Nantes, Conseil général de Loire-Atlantique, 1988, p. 40-41.

144. NADAUD, *Nobiliaire du diocèse et de la généralité de Limoges*, réimpr., Paris, Éditions du Palais Royal, 1974 (voir n° 8), t. III, p. 108.

145. MARVAUD, François, *Histoire des vicomtes...*, *op. cit.*, p. 341.

146. *Ibid.*, p. 342.

breux. Son assise repose moins sur les liens de fidélité jurés par les seigneurs de la région que sur l'administration et la cour de juridiction qu'il a développées, capables d'assurer les prélèvements et d'engranger des revenus.

Bretons, Limougeauds ? La question est assez vite tranchée : à la moindre occasion, ils repartent vers la patrie natale et pour leur dernière demeure, leur choix se porte toujours sur une église bretonne.

Annexe 1 – Les hommages prévus par les vicomtes

	Marguerite	Marie	Arthur et Marie	Jean
Saint-Martial	1274	31 janvier 1275	1287 1285, conflit	27 juin 1307, saisie 1301
Solignac			1287, moitié de la châtellenie d'Aixe	
Saint-Yriex	1263			1302 1303, conflit 1308, saisie
Charroux				30 juin 1303
Évêques d'Angoulême	1265	1273-1275	1275-1290	
Évêque de Périgueux			1283, demande de l'évêque 1287, Aube- roche	1302 1314

Annexe 2 – Droits d’Arthur dans le fief d’Issoudun tenu de l’évêque d’Angoulême; seigneurs, vassaux détenant des fiefs dans cet espace tenu par Arthur de l’évêque d’Angoulême

Nom du seigneur	Localisation	Droits/ possessions	Liens avec le vicomte
Dominus de Rocha	Saint-Safrus Mareuil (24)	villa, châtellenie sauf Argentine	fief du vicomte
Robert de Montbron	Borzac (24), cant. Verteillac	château	fief du vicomte
Itier de Villebois	Villebois (16)		fief du vicomte
Arnaud Sardanh	Saint-Rabier (24) Bruzac	demi-château honneurs	fief du vicomte
Hélie de Bourdeilles			fief du vicomte
De la Grelière (24)	fief de Saint-Safrus Gresinac (24)	château	
De la Tour Blanche (24)			
Salignac	fief de Saint-Safrus 22 paroisses		
Chabannais (16)	Châtellenie de Nontron		fief du vicomte

(d’après ROBLIN, Vincent, *Recueil des actes...*, op. cit., n° 181, p. 330, 1275-1290)

Annexe 3 – Les aumônes consenties par les vicomtes de Limoges

	Marguerite de Bourgogne		Arthur		Jean de Bretagne		Gui de Bretagne	
	dons	confir- mation	dons	confir- mation	dons	confir- mation	dons	confir- mation
Aureil	1							
Glandier		1		1				
Temple				1				
Artige				2				
Solignac				2				
N.-D. de Peyrousse				2				
Saint-Pardoux- la-Rivière (Prêcheurs)	1							
Prêcheurs Limoges					1			
Carmes								
nombre d’actes	15	2	19	24	9	31	2	5
	17		43		40		7	

Annexe 4 – Les juristes autour des vicomtes bretons de Limoges

Nom	Qualité	Date	Localité d'exercice	Référence
Gaucelin de Campagnes	maître juge pour la vicomté de Limoges	1293	Limoges	Rt, 260/282
Hélie de Campagnes		1308		Rt, 295
Jean de Curte	clerc juré	1293	Limoges	Rt, 260
Alain de Brut	clerc	1297	Nontron ?	Rt, 267/273
Guillaume de Chavaco	doctor juris civilis	1302	Limoges	Rt, 278
Pierre Chastenet	clerc juré de la cour	1303	Limoges	Rt, 279/280/284 /289/301/304
Lo Baudi	notaire	1303		Rt, 285
Guillaume Fabri	clerc juré	1304	Limoges	Rt, 285bis
Olivier La Barde	maître, clerc	1305	Limoges	Rt, 286
Pierre Foucher	clerc juré	1305	Limoges	Rt, 286/295
Martin Drapier	clerc juré	1307		Rt, 292
Gerald Bona Miga	clerc	1308		Rt, 295
Pierre Renaud de Freyssinet	clerc juré de la cour	1310	Limoges	Rt, 310
Guy de Cléder	professeur de droit, procureur de Jeanne de Penthievre	1364	Limoges	Ch. de Blois, n° 301, p. 233.

Annexe 5 – L'administration autour des vicomtes de Limoges

Noms	Fonction	Date	Origine	Famille	Références
Montbourhier	Lieutenant gouverneur de Limoges	1314 1357	Bretagne Cuguen, cant. de Combourg	Simon Jean, chevalier	Ch. de Blois ^a , n° 196 p. 176; n° 197 p. 176; Rt, 319 bis
Karderian	Sénéchal vicomtal	1279	Bretagne	Odon	RVL ^b n° 173, p. 320
Le Borgne	Prévôt d'Ayen	1298 1302 1317	Bretagne seigneur de Créheren	Raoul Guillaume	Rt ^c , 268 Rt, 277, 278 Saint-Yriex
De Kerantret	Lieutenant général Sénéchal, gouverneur de la vicomté	1361	Bretagne	Hues	Ch. de Blois, n° 261, p. 215
Cotet	Prévôt du château de Ségur, Sénéchal	1286 1312		Étienne Pierre	Rt 244, 245, 253 RVL, 196, p. 347; Rt, 295
Constantin	Receveur	1302	Bretagne	Alain	Rt 277

Les ducs de Bretagne, vicomtes de Limoges

Rougé	« réformateur » de la vicomté	1346	Bretagne	Guillaume	Ch. de Blois n° 78 p. 95
Du Guesclin		1346	Bretagne	Olivier	Ch. de Blois, n° 78, p. 95
Noms	Fonction	Date	Origine	Famille	Références
Du Pont	Procureur	1308		Jean	Rt, 295
Franc	Procurateur, clerc	1303 1308 1310		Pierre	Rt, 82, 296bis, 303, 295
Ders	Procureur du vicomte	1317		Pierre	Saint-Yriex, Arch. dép. PA ^d ; G 856
De Sesmaison	Sénéchal	1302		David	Rt, 278, 282
De Gresio	Sénéchal	1302		Luc	Rt, 278
Chastelier	proche du vicomte	1287		Guillaume chevalier	RVL, n° 180, p. 329
Britania			Bretagne (Brito dans la liste)	Pino	Saint-Yriex, Arch. dép. PA, G 856
Helyot			Bretagne (Brito dans la liste)	Guillaume	Saint-Yriex, Arch. dép. PA, G 856
Deu Boys			Bretagne (Brito dans la liste)	P.	Saint-Yriex, Arch. dép. PA, G 856
De Corzo			Bretagne (Brito dans la liste)	P.	Saint-Yriex, Arch. dép. PA, G 856
Campagnes	Maître, juge pour le vicomte	1293		Gaucelin	Rt, 260
Langon	Chevalier, prévôt de Nontron	1297		Guillaume	Rt, 267
Saint Desiderier	Viguiers	1308		Hélie	Rt, 295
Peneveire	Chevalier, viguiers du château de Limoges	1279		Guillaume	Rt, 239
Fulcon	Chevalier, procurateur des viguiers de Limoges	1279		Hélie	Rt, 239
Biza	Receveur du duc de Bretagne	1359		Marcial	Ch. de Blois, n° 237 p. 194.

Références mentionnées dans les tableaux 4 et 5 :

^a JONES, Michael, Recueil des actes de Charles de Blois..., op. cit.

^b RVL : ROBLIN, Vincent, Recueil des actes des vicomtes de Limoges..., op. cit.

^c Rt : ROBLIN, Vincent, Les vicomtes de Limoges..., op. cit., t. II.

^d Arch. dép. PA : Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques.

RÉSUMÉ

La présence bretonne en Limousin a été très critiquée par les érudits limougeaux mais les jugements de valeur sont à proscrire en histoire. Ce sont plutôt les motivations qui doivent être replacées au cœur des interrogations des historiens et notamment celles sur les rapports que les ducs de Bretagne ont pu entretenir avec ces possessions lointaines qui s'inscrivaient dans des traditions si différentes de leur contrée natale. La collation et le recensement des quelques allusions contenues dans les chroniques permettent de dépasser leurs attitudes au premier abord contradictoires et irréfléchies. La récupération des prérogatives de leurs prédécesseurs s'avérait illusoire, face à la puissance de l'évêque, de l'abbé de Saint-Martial et de certains seigneurs. Après l'échec de leur résistance à l'hommage et la commise de leurs fiefs, ils ont concentré leurs revendications les plus virulentes autour de quelques droits prestigieux et lucratifs comme l'exercice de la justice ou les droits sur le commerce. L'expédition de 1317 contre Saint-Yriex est révélatrice de la situation locale : si les hommes qui répondent à l'appel du vicomte Guy sont relativement nombreux, ils ne sont pas issus de son entourage géographique immédiat et le contingent breton, s'il n'est pas absent, n'est guère nombreux. Son assise repose moins sur les liens de fidélité jurés par les seigneurs de la région que sur l'administration et la cour de juridiction qu'il a développées, capables d'assurer les prélèvements et d'engranger des revenus.

ABSTRACT

The Breton presence in Limousin has been highly criticised by scholars from Limousin, but the value judgments are to be proscribed in history. It is rather the motives which must be placed at the heart of the questions and in particular the relations which the Dukes of Brittany were able to maintain with these distant possessions which were part of traditions so different from their country of birth. The collation and enumeration of the few allusions contained in the chronicles allow us to overcome attitudes that seem at first glance contradictory and absentminded. The recovery of the prerogatives of their predecessors proved illusory, in the face of the power of the bishop, the abbot of Saint-Martial and certain lords. After the failure of their resistance to homage and the commission of their fiefdoms, they concentrated their most virulent demands around some prestigious and lucrative rights such as the exercise of justice or trade rights. The expedition of 1317 against Saint-Yriex is indicative of the local situation: if the men who answered the call of Viscount Guy were relatively numerous, they were not from his immediate geographical surroundings and the Breton contingent, if not totally absent, was limited. It was based not so much on the bonds of loyalty sworn by the lords of the region as on the administration and the court of jurisdiction it had developed, capable of securing the levies and earning income.